

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT MUTUEL FACTORING

Société anonyme au capital de 7 680 000 €
Siège social : Tour D2 – 17 Bis Place des Reflets - 92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX
380 307 413 RCS NANTERRE

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire des actionnaires du 24 avril 2025

I. — Bilan
(en K€)

Comptes sociaux au 31 décembre 2024

Actif en K€	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Caisse, Banques centrales	0	0
Effets publics et assimilés	0	0
Créances sur les établissements de crédit	1 112 774	2 008 937
Opérations avec la clientèle	560 563	611 390
Affacturage	6 561 776	6 910 737
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	88	79
Parts dans les entreprises liées	0	0
Opérations de crédit-bail et assimilées	0	0
Immobilisations incorporelles	17	28
Immobilisations corporelles	569	814
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	201 417	293 427
Comptes de régularisation	30 797	27 752
Total de l'actif	8 468 002	9 853 164

Passif en K€	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Banques centrales	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	4 686 378	5 822 081
Opérations avec la clientèle	2 912 789	3 174 825
Dettes représentées par un titre	502 628	503 514
Autres passifs	8 197	15 154
Comptes de régularisation	81 624	95 569
Provisions	5 293	4 707
Dettes subordonnées	32 845	32 853
Fonds pour risques bancaires généraux	15 340	15 340
Capitaux propres	222 907	189 122
- Capital souscrit	7 680	7 680
- Primes d'émission	1 829	1 829
- Réserves	768	768
- Réserves disponibles	178 500	121 500
- Ecart de réévaluation	0	0
- Provisions réglementées	0	0
- Report à nouveau	345	20 826
- Résultat de l'exercice	33 785	36 519
Total du passif	8 468 002	9 853 164

Hors Bilan

Actif en K€	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	522 383	493 982
Engagements reçus de la clientèle	103 500	104 871
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements reçus	0	0

Passif en K€	2024 31 décembre	2023 31 décembre
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	187 303
Engagements en faveur de la clientèle	1 574 930	1 001 202
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	0	0
Engagements d'ordre de la clientèle	0	0
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de reprise	0	0
Autres engagements donnés	0	0

II. — Compte de résultat
(en K€)

Compte de résultat en K€	31 décembre 2024	31 décembre 2023
+ Intérêts et produits assimilés	299 052	282 518
+ Intérêts et charges assimilées	-164 508	-148 753
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	79 081	78 710
+ Commissions (charges)	-81 561	-73 833
+/- Gains ou pertes sur opérations des portef. de négociation	-15	137
+/- Gains ou pertes sur opérations des portef. de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	4 073	4 306
+ Autres charges d'exploitation bancaire	-411	-227
= Produit Net Bancaire	135 710	142 859
+ Charges de personnel	-45 457	-44 189
+ Autres charges administratives	-46 452	-46 932
+ Dotations aux amortissements	-256	-255
= Charges de fonctionnement	-92 165	-91 376
= Résultat Brut d'Exploitation	43 545	51 483
+ Coût du risque	1 225	-511
= Résultat d'Exploitation	44 770	50 972
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
= Résultat Courant	44 770	50 972
+/- Résultat exceptionnel	0	0
+ Impôts sur les bénéfices	-10 985	-14 453
+/- Dotations/reprises de FRBG	0	0
+/- Dotations/reprises aux provisions réglementées	0	0
= Résultat Net	33 785	36 519

III. — Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2024

Les notes de l'annexe sont présentées en milliers d'euros.

I. Faits caractéristiques/ Méthodes et règles d'évaluation

I.1. Faits marquants de l'exercice clos au 31 Décembre 2024

2024 : le retour de l'incertitude politique

L'année 2024 a été marquée par des changements politiques de part et d'autre de l'Atlantique, n'empêchant toutefois pas le début du cycle d'assouplissement monétaire des principales banques centrales. L'atterrissage en douceur de l'économie américaine, tant sur le marché du travail que pour l'inflation, a permis à la Fed de baisser ses taux directeurs malgré la réélection de Donald Trump. Cet événement a alimenté les anticipations d'une politique économique plus expansionniste et inflationniste qui se sont retranscrites dans l'évolution des actifs.

La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre ont également pu entamer leur cycle de baisses de taux directeurs dans un contexte économique un cran plus dégradé. En effet, l'activité sur le Vieux continent a été moins dynamique qu'aux Etats-Unis, en raison des fragilités de l'économie allemande et de son industrie ainsi que de l'incertitude politique en France, née de la dissolution de l'Assemblée nationale en juin.

Les matières premières ont connu de la volatilité au cours de l'année, provoquée par la poursuite des tensions géopolitiques, la guerre en Ukraine et le conflit au Moyen-Orient. En Chine, le constat d'une activité économique défavorablement orientée, marquée par la faiblesse de l'inflation, a conduit les autorités chinoises à adopter des mesures de soutien d'ordre monétaire et budgétaire afin de soutenir l'économie.

I.2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 27 février 2025.

Les comptes sociaux sont établis conformément aux règlements ANC 2014-03 relatif au plan général comptable modifié par le règlement ANC 2015-06 et 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Crédit Mutuel Factoring est intégré globalement dans les comptes consolidés du groupe CIC, de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

Crédit Mutuel Factoring, étant détenu à 95,5% par Le Crédit Industriel et Commercial, est exempt d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel, 88 Rue Cardinet, 75017 Paris, établit les états financiers consolidés.

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes. Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

C'est notamment le cas,

- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- de la détermination des provisions dont les engagements au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs sociaux.

1.2.1. Créances saines, créances saines d'affacturage et dettes envers la clientèle

Créances sur la clientèle et créances d'affacturage :

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du dernier cours de change connu.

Les créances sur la clientèle regroupent :

- les créances commerciales acquises dans le cadre de mobilisation Dailly, pour leur montant à l'acquisition. Elles représentent le stock de créances acquises par Crédit Mutuel Factoring et restant à recouvrer sur ces contrats, y compris le stock de créances douteuses et douteuses compromises lié.
- les comptes ordinaires ponctuellement débiteurs de la clientèle.

Les créances acquises dans le cadre de contrats d'affacturage, sont inscrites à l'actif du bilan, à la rubrique Affacturage, pour leur montant d'acquisition. Elles représentent le stock de factures subrogées restant à recouvrer dont le stock de créances douteuses et créances douteuses compromises. Les créances d'affacturage présentées recouvrent aussi bien des créances pour lesquelles le risque de non recouvrement est garanti par Crédit Mutuel Factoring que des créances dont le risque est resté à la charge du client.

- Titrisation

Au 31 décembre 2024, l'encours nets des factures cédées par CREDIT MUTUEL FACTORING au profit du FCT CM FACTORING dans le cadre de la titrisation s'élève à 845 297 116,79 €. Les encours cédés dans le cadre de la titrisation bénéficient d'une garantie apportée par le Factor à hauteur d'un montant de 12,5 M€ annuel.

Créances douteuses et douteuses compromises :

Les créances douteuses sont des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de 3 mois en tout état de cause ou encore présentant un caractère contentieux.

Les créances douteuses compromises sont des créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit alors faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié. L'existence de garantie couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en douteux, un encours douteux peut être présumé compromis sauf si le passage en perte n'est pas envisagé. L'établissement de crédit sort les encours concernés de ses actifs par contrepartie d'un compte de perte au plus tard lorsque ses droits en tant que créanciers sont éteints. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas par contagion le classement dans cette dernière catégorie des autres encours et engagement douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Risques clientèle, dépréciation :

Lorsqu'un risque probable de non recouvrement partiel ou total apparaît sur les créances de contrats Mobilisation Dailly ou Affacturage, les créances sont transférées en « créances douteuses » et font individuellement l'objet de dépréciations constituées par dotation au compte de résultat en coût du risque. Les dépréciations correspondantes sont inscrites en minoration des postes d'actifs concernés.

Les dépréciations relatives au risque sur le Vendeur (en affacturage) ou Cédant (en mobilisation Dailly) sont inscrites à l'actif du bilan en déduction des créances y afférentes et sont constituées pour couvrir un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, résultant d'événements en cours à la clôture de l'exercice. Elles sont déterminées individuellement en fonction des risques techniques résultant notamment des litiges entre vendeur/acheteur et du risque cédé dans le cas des contrats de Mobilisation Dailly. Elles sont évaluées à partir de l'encours contentieux, déduction faite du montant des comptes de réserves et garanties éventuellement constitués.

Les dépréciations sur le risque Acheteur (ou Cédé) ont pour but de couvrir le risque de non recouvrement des créances garanties présentant un retard de paiement. Elles sont inscrites à l'actif du bilan en diminution des créances.

L'évaluation des dépréciations pour risques acheteurs/cédé tient compte :

- de la quotité non garantie par un assureur crédit dans le cadre des contrats d'affacturage,
- de la convention de partage du risque interne au Groupe dans le cadre des contrats de mobilisation Dailly.

Les comptes de la clientèle au passif

Ils comprennent les comptes courants disponibles qui correspondent au droit de tirage de la clientèle, les comptes de retenue de garantie et les comptes de réserve sur financement.

Autres titres détenus à long terme, titres de participation

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

Les dettes représentées par un titre

Elles correspondent à l'encours des financements émis par billets d'affacturage et non échus.

Opérations sur instruments à terme de taux d'intérêt et de change

Le groupe intervient pour son propre compte sur différents marchés organisés ou de gré à gré, d'instruments financiers à terme fermes et conditionnels de taux d'intérêt et de devises en application de la stratégie de gestion des risques liés aux positions de taux d'intérêt et de change de ses actifs et passifs.

Opérations sur les marchés organisés et assimilés

Les contrats sur instruments à terme fermes ou conditionnels traités sur les marchés organisés et assimilés sont évalués conformément aux règles fixées par le Comité de la réglementation bancaire. Les contrats sont réévalués en fin d'arrêté suivant leur cotation sur les différents marchés. Le gain ou la perte résultant de cette réévaluation est porté au compte de résultat.

Opérations sur les marchés de gré à gré

Le règlement n°90-15 du Comité de la réglementation bancaire est appliqué à l'ensemble des instruments de taux d'intérêt traités de gré à gré. A ce titre, sont notamment concernés les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises, les contrats de taux futur (FRA), les contrats optionnels (cap, floor,...).

Conformément au règlement susvisé, les opérations sont affectées dès leur origine dans les différents portefeuilles (position ouverte, micro-couverture, gestion globale du bilan et hors bilan, gestion spécialisée).

Les contrats classés dans les portefeuilles de position ouverte sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de leur valeur de marché.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de micro-couverture sont inscrits en compte de résultat de façon symétrique à la comptabilisation de l'élément couvert.

Les charges et produits relatifs aux contrats classés dans les portefeuilles de gestion globale du risque de taux sont inscrits prorata temporis dans le compte de résultat. Les contrats inscrits dans les portefeuilles de gestion spécialisée sont évalués en valeur de marché. Les variations de valeur sont portées dans le produit net bancaire après correction pour tenir compte du risque de contrepartie et des frais futurs de gestion.

Les soultes de netting de dérivés de couverture sont étalées sur la durée résiduelle des éléments couverts.

1.2.2. Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

Les autres titres détenus à long terme sont des investissements réalisés dans l'intention de favoriser le développement des relations professionnelles durables avec l'émetteur, sans exercer toutefois une influence dans sa gestion. Les titres de participation sont ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité du groupe, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur l'émetteur, ou d'en assurer le contrôle.

Ils sont enregistrés à leur prix d'acquisition, éventuellement réévalué, ou de fusion et opérations assimilées. A la clôture de l'exercice, chaque ligne fait séparément l'objet d'une estimation. Lorsque la valeur comptable apparaît supérieure à la valeur d'utilité, une dépréciation est constituée pour le montant de la moins-value latente. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. La valeur d'utilité représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention : elle peut être estimée par différents critères tels que l'actif net éventuellement corrigé, la rentabilité et la perspective de rentabilité, les cours moyens de Bourse des derniers mois.

1.2.3. Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont composées des titres de créances à court terme émis et de l'encours des financements émis par billets à ordre et non échus.

1.2.4. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de l'ANC.

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Celles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan qui lui est propre.

Immobilisations incorporelles :

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique amorti sur une période de 9 ans.

Immobilisations corporelles :

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes :

- Matériel informatique : linéaire sur 3 ans,
- Agencement et mobilier de bureau : linéaire sur 9 à 10 ans,
- Matériel de bureau : linéaire sur 5 ans.

1.2.5. Provisions pour dépréciation

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges correspondantes.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

1.2.6. Provisions pour risques et charges

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L.311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L.311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions 2014-03 de l'ANC.

1.2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)

En application de l'article 3 du CRB 90-02, le FRBG a été créé par mesure de prudence pour couvrir les risques de caractère général et indéterminé, inhérents à l'activité bancaire. Les dotations et reprises au FRBG sont effectuées par les dirigeants et figurent au compte de résultat.

1.2.8. Engagements de retraites et assimilés

Les engagements font l'objet d'une provision et leur variation est comptabilisée dans le résultat de l'exercice. Les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite et assimilés sont un taux d'actualisation déterminé par référence au taux long terme des obligations d'entreprises de première catégorie à la clôture de l'exercice et un taux d'augmentation des salaires évalué à partir d'une estimation sur le long terme de l'inflation et de la progression du salaire réel.

1.2.9. Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Les futures indemnités de fin de carrière et les compléments de retraite, y compris les régimes spéciaux sont, soit couverts par des contrats d'assurances, soit provisionnés pour la part non couverte par d'autres contrats.

Les primes pour indemnités de fin de carrière versées annuellement prennent en compte les droits acquis au 31 décembre de chaque exercice, pondérés par des coefficients de rotation et de probabilité de survie du personnel.

Les engagements sont calculés suivant la méthode des unités de crédits projetés conformément aux normes IFRS. Sont notamment pris en compte, la mortalité, le taux de rotation du personnel, le taux d'évolution des salaires, le taux de charges sociales dans les cas prévus et le taux d'actualisation financière.

Les indemnités de fin de carrière arrivées à échéance et versées aux salariés au cours de l'année font l'objet de remboursement par l'assureur à hauteur de la part couverte par celui-ci.

Les engagements d'indemnité de fin de carrière sont déterminés sur la base de l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite à l'initiative du salarié qui a atteint son 62ème anniversaire.

1.2.10. Autres avantages à long terme

Les salariés reçoivent une prime liée à la médaille du travail obtenue après 20, 30, 35 et 40 années d'ancienneté. Cet engagement est intégralement provisionné dans les comptes de la société et évalué selon les mêmes principes que ceux des indemnités de fin de carrière.

1.2.12. Produits d'exploitation bancaire

Les commissions d'affacturage, qui représentent la majeure partie des produits du groupe, sont enregistrées pour leur totalité à la date d'achat des factures. Du fait d'une durée de rotation moyenne des factures de 47 jours, les coûts marginaux de transaction supportés par Crédit Mutuel Factoring ne sont pas étalés sur la durée des encours d'affacturage, comme spécifié par le règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables.

Outre les commissions perçues en rémunération du service affacturation proprement dit, Crédit Mutuel Factoring facture à ses clients des commissions destinées à couvrir le coût de financement des créances achetées au comptant et calculées sur la période allant de la date d'achat des factures jusqu'à leur recouvrement. Les commissions de financement non échues relatives à l'encours au 31 décembre, sont différées et incluses au passif du bilan sous la rubrique « Comptes de régularisation ».

I.2.13. Situation fiscale

La provision pour impôts de l'exercice a été calculée au taux de 25 % sur l'ensemble de son résultat fiscal, auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3%.

Du fait des différences temporaires, Crédit Mutuel Factoring dispose d'un crédit d'impôt latent qui, conformément à la doctrine comptable, n'a pas été comptabilisé.

Crédit Mutuel Factoring est membre du groupe d'intégration fiscal constitué par le CIC. Crédit Mutuel Factoring verse au CIC une somme égale à l'impôt qui aurait été à sa charge si elle était imposable distinctement, déduction faite de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

I.2.14. Parties liées

Conformément aux recommandations de l'ANC n°2010-04 abrogé et repris dans le règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la liste des transactions effectuées par Crédit Mutuel Factoring avec des entreprises liées ne fait pas l'objet d'une information en annexe s'agissant d'opérations réalisées à des conditions normales de marché.

I.2.15. Actifs et passifs libellés en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change officiel à la date d'arrêté.

Les gains ou pertes de change latent résultant de ces conversions sont comptabilisés dans les livres de la maison mère, le CIC, au même titre que les différences de change réalisées ou subies sur les transactions de l'exercice.

II. Détails sur les postes du bilan, hors bilan et du compte de résultat

II.1. Notes sur l'actif du bilan (en milliers d'euros)

II.1.1. Etat des créances

En milliers d'euros	Échéance des créances				Total
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
Créances sur les établissements de crédit*	-1 112 774	0	0	0	-1 112 774
Créances sur la clientèle	-7 055 114	-67 183	-42	0	-7 122 339
Total	-8 167 888	-67 183	-42	0	-8 235 113

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Opérations avec la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Créances commerciales	210 515	191 966
Créances rattachées		
Autres concours		
- Prêts et crédits	106	48
- Titres reçus en pension livrée		
- Créances rattachées		
Comptes ordinaires débiteurs	300 158	384 658
Créances rattachées		
Créances douteuses (*)	88 750	77 890
Dépréciations	-38 966	-43 171
Total	560 563	611 391

(*) Ce montant comprend au 31/12/2024 27 M€ d'encours douteux et 62 M€ d'encours douteux compromis, contre respectivement 20 M€ et 58 M€ dans les comptes de Crédit Mutuel Factoring au 31/12/2023.

Affacturation

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Créances affacturation	6 411 762	6 685 637
Créances douteuses (*)	150 137	225 261
Dépréciations	-123	-161
Total	6 561 776	6 910 737

(*) Ce montant comprend au 31/12/2024 141 M€ d'encours douteux et 9 M€ d'encours douteux compromis, contre respectivement 206 M€ et 19 M€ au 31/12/2023.

II.1.2. Participations et autres titres détenus à long terme

Les certificats d'association et d'associé du fonds de garantie interbancaire représentent 88 K€ au 31/12/2024 contre 79 K€ au 31/12/2023.

II.1.3. Etat des mouvements des immobilisations

Immobilisations incorporelles :

En milliers d'euros	31/12/2023	Acquisition / Dotations	Cessions / Reprises	Autres variations	31/12/2024
Valeurs brutes					
Fonds commerciaux	3 556,1				3 556,1
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	130,4				130,4
Montant brut	3 686,5	0,0	0,0	0,0	3 686,5
Amortissements					
Fonds commerciaux	-3 556,1				-3 556,1
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	-102,1	-11,5			-113,6
Cumul amortissements	-3 658,2	-11,5	0,0	0,0	-3 669,7
Valeur nette	28,3	-11,5	0,0	0,0	16,8

Immobilisations corporelles :

En milliers d'euros	31/12/2023	Acquisition / Dotations	Cessions / Reprises	Autres variations	31/12/2024
Valeurs brutes					
Immobilisations corporelles en cours	0,5				0,5
Terrains d'exploitation	0,0				0,0
Terrains hors exploitation					
Constructions d'exploitation	1 578,0				1 578,0
Constructions hors exploitation					
Autres immobilisations corporelles	1 760,7				1 760,7
Montant brut	3 339,2	0,0	0,0	0,0	3 339,2
Amortissements					
Immobilisations corporelles en cours					
Terrains d'exploitation					
Terrains hors exploitation					
Constructions d'exploitation	-1 040,1	-157,5			-1 197,6
Constructions hors exploitation	0,0				0,0
Autres immobilisations corporelles	-1 485,3	-87,0			-1 572,3
Cumul amortissements	-2 525,3	-244,5	0,0	0,0	-2 769,8
Valeur nette	813,8	-244,5	0,0	0,0	569,3

II.1.4. Les « Autres actifs »

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts et cautionnements versés	3 878	3 864
Créances envers l'état	3 691	4 512
Avances frais de personnel	274	303
Autres créances sur le groupe	3 541	0
Créances diverses*	190 033	284 748
Total	201 417	293 426

* Au 31/12/2024 : Dont 22 100 K€ de créances cédées au titre de la Titrisation.

II.1.5. Comptes de régularisation « actif »

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produits à recevoir	16 510	14 967
Charges constatées d'avance	0	5 478
Ecart de conversion	0	0
Autres comptes de régularisation	14 286	7 307
Total	30 797	27 752

II.1.6. Postes d'actif comprenant des produits à recevoir

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs - Autres débiteurs divers *	190 477	285 214
Autres actifs - Créances fiscales	3 541	0
Comptes de régularisation - Produits à recevoir	16 510	14 967
Total	210 529	300 181

*Ce montant est composé des acomptes versés au titre de la CVAE et des créances cédées au titre de la Titrisation

II.2. Notes sur le passif du bilan (en milliers d'euros)

II.2.1. Etat des dettes

En milliers d'euros	Échéance des dettes				Total
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	
1. Dettes envers les établissements de crédit*	2 590 913	2 095 465	0	0	4 686 378
2. Comptes créditeurs de la clientèle	2 912 790	0	0	0	2 912 790
3. Dettes représentées par un titre	502 628	0	0	0	502 628
4. Dettes subordonnées	0	0	32 845	0	32 845
Total	6 006 330	2 095 465	32 845	0	8 134 641

* Dont 180 558 K€ de dettes à vue.

II.2.2. les « Autres Passifs »

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Impôt et taxes	5 149	10 389
Dettes sociales	2 016	1 960
Dettes fournisseurs	228	203
Créditeurs divers	803	2 602
Total	8 197	15 154

II.2.3. Comptes de régularisation « passif »

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produits constatés d'avance	13 805	18 225
Charges à payer	47 525	48 462
Comptes d'ajustement devises et hors-bilan	0	0
Autres comptes de régularisation	20 294	28 882
Total	81 624	95 569

II.2.4. Postes de passif comprenant des charges à payer

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs- Autres créditeurs divers	803	2 602
Autres passifs- Dettes fiscales et sociales	2 063	6 303
Autres passifs- Autres créditeurs fournisseurs	197	176
Comptes de régularisation – Charges à payer	47 525	48 462
Total	50 588	57 543

II.2.5. Tableau des provisions inscrites au passif

En milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Provisions pour charges de retraite (*)	2 488		237	2 251
Provisions pour médaille du travail	1 277	368		1 645
Provisions pour litiges	116			116
Autres provisions	826	455		1 281
Total	4 707	823	237	5 293

(*) Les provisions constatées au titre des charges de retraite concernent uniquement les indemnités de fin de carrière. Depuis 2012, Crédit Mutuel Factoring a adhéré au contrat groupe CIC relatif aux indemnités de fin de carrière qui consiste en une externalisation partielle de ses engagements de passif social. Cela se traduit par l'enregistrement d'une cotisation d'assurance constatée au niveau du poste Salaires et Traitements, dont l'impact dans les comptes est compensé par une reprise de provision.

En milliers d'euros	Clôture 2023	Transferts	Effet de l'actualisation	Produits financiers	Coût des services rendus	Frais de gestion	Variation écarts actuariels	Paiement aux Bénéficiaires	Cotisations d'assurance	Clôture 2024
Engagements Contrat d'assurance	5 143	47	-175		287		438	-115		5 625
	2 655	41		-31		227		-69	551	3 374
Provision	2 488	6	-175	31	287	-227	438	-46	-551	2 251

II.2.6. Dettes subordonnées

En milliers d'euros	31/12/2023	Emissions	Remboursements	Autres variations	31/12/2024
Dettes subordonnées	32 770				32 770
Emprunts participatifs					

Dettes subordonnées à durée indéterminée					
Dettes rattachées			-8		75
Total	32 853	0	-8	0	32 485

Le poste « Dettes subordonnées » est constitué de 4 emprunts en Euros dont les caractéristiques sont les suivantes :

Banque émettrice	Nominal	Devise	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance
BFCM	17 770 000	EUR	2,05%	31/03/2016	24/03/2026
BFCM	4 000 000	EUR	1,97%	30/03/2017	31/03/2027
BFCM	6 000 000	EUR	1,02%	14/11/2017	15/11/2027
BFCM	5 000 000	EUR	1,55%	24/05/2018	25/05/2028
Provision	32 770 000				

II.2.7. Fonds pour Risques Bancaires Généraux

Au 31 décembre 2024, le "Fonds pour Risques Bancaires Généraux" s'élève à 15 340 K€ au même titre qu'au 31 décembre 2023.

II.2.8. Tableau des variations des capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2023	Affectation résultat 2023	Dividende versé	Réserves plus values à long terme	Changement de méthode	Résultat 2024	31/12/2024
Capital	7 680						7 680
Prime d'émission	1 829						1 829
Réserves légale	768						768
Autres réserves	121 500	57 000					178 500
Report à nouveau	20 826	-20 481					345
Résultat	36 519	-36 519				33 785	33 785
Total	189 122	0	0	0	0	33 785	222 907

II.2.9. Composition du capital social

Euros	Nombre	Valeur unitaire	Capital social
Actions	480 000	16	7 680 000

Le CIC détient indirectement 99,99 % du capital social par l'intermédiaire de sa filiale GESTEUROP au 31 décembre 2024.

III.3. Notes sur le compte de résultat

III.3.1. Répartition du volume (en milliards d'euros)

En matière d'affacturage, l'indicateur le plus significatif est le volume de créances achetées.

Répartition du volume :

National	Export / Import	Total
38.6*	12.9	51.5*

* Dont 1,53 milliards d'euros relatifs à la filière mobilisation de créances

III.3.2. Intérêts et produits assimilés

Les intérêts et produits assimilés se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit	28 810	24 536
Clientèle	270 242	257 982
Autres	0	0
Total	299 052	282 518

Hausse significative des produits d'intérêts suite à la remontée des taux.

III.3.3. Intérêts et charges assimilées

Les intérêts et charges assimilées se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit	-144 765	-131 813
Clientèle	0	0
Autres	-19 743	-16 940
Total	-164 508	-148 753

II.3.4. Les commissions (Produits)

Les commissions (produit) se décomposent de façon suivante :

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Produits rétrocédés	-2 359	-2 106
Assistances et conseils	34	4
Commissions sur prêts	1 286	1 236
Commissions Dailly	14 715	13 309
Commissions d'affacturage	51 827	52 209
Minimums de commissions	2 910	3 120
Autres commissions (produits)	10 668	10 938
Total	79 081	78 710

II.3.5. Les commissions (Charges)

Ce poste s'élève à 81 561 K€ dont 58 966 K€ de commissions d'apporteurs d'affaires et 22 592 K€ de commissions liées à la titrisation.

II.3.6. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Le montant des pertes est de 15 K€ correspond au solde net des opérations de change enregistrées sur l'exercice 2024. Il représentait un gain de 137 K€ sur l'exercice 2023.

II.3.7. Autres produits d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Autres produits des activités non banc. (*)	1 022	1 079
Produits accessoires	2 167	2 127
Reprises de provisions pour risques et charges		0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	884	1 099
Produits et charges des autres activités		0
Total	4 073	4 305

(*) Le montant des autres produits des activités non bancaires inclut :

- 65 K€ facturés à FINIFAC dans le cadre du contrat de prestations de service démarré en octobre 2013

II.3.8. Autres charges d'exploitation bancaire

Ce poste s'élève à - 411 K€ en 2024 contre - 226 K€ en 2023.

II.3.9. Les charges générales d'exploitation

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	-26 565	-25 421
Charges sociales (*)	-12 850	-11 832
Impôts et taxes sur rémunérations	-1 320	-1 164
Intéressements et participations	-4 135	-3 521
Dotations nettes aux provisions pour retraite	-314	-1 519
Autres dotations nettes aux provisions	-273	-732
Autres charges administratives	-46 452	-46 932
Dotations aux amortissements	-256	-255
Total	-92 165	-91 376

(*) Le montant des charges sociales inclut - 2,9 M€ de charges de retraites au 31/12/2024, et -2,7 M€ au 31/12/2023.

II.3.10. Le coût du risque

Le coût du risque au 31/12/2024 s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Dotations pour dépréciation des créances douteuses	-8 060	-4 694
Reprises sur dépréciation des créances douteuses	12 303	4 572
Pertes sur créances douteuses	-3 575	-1 311
Indemnités de réassurance	348	816
Récupération de créances amorties	209	106
Autres dotations nettes aux provisions		
Total	1 225	-511

II.3.11. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Pas de gains ou pertes sur Actifs Immobilisés sur l'exercice 2024.

II.3.12. Résultat exceptionnel

Absence de résultat exceptionnel sur l'exercice 2024.

II.3.13. Impôt sur les bénéfices

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Impôt courant - Hors effet de l'intégration fiscale Impôt courant - Régularisation sur exercice antérieur	-10 976	-14 439
Impôt courant - Redressement fiscal	-9	-14
Impôt courant - Effet de l'intégration fiscale	0	0
Total	-10 985	-14 453
Sur activités courantes	-10 985	-14 453
Sur éléments exceptionnels		
Total	-10 985	-14 453

La société Crédit Mutuel Factoring est intégrée fiscalement au groupe fiscal du CIC depuis le 01/01/2012. Le montant comptabilisé au titre de 2024 correspond au montant qu'aurait payé la société si elle avait été imposée seule. Il n'y a pas de déficit reportable.

III. Autres informations**III.1. Ventilation de l'effectif moyen du personnel**

	31/12/2024	31/12/2023
Techniciens	231	221
Cadres	215	201
Total	446	422

III.2. Rémunération de mandataires sociaux

La rémunération des mandataires sociaux n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

III.3. Honoraires des Commissaires aux Comptes

En milliers d'euros et HT	PWC		KPMG	
	Montant	En %	Montant	En %
Certification des comptes	82,5		88,5	
Services autres que la certification des comptes	0,0		0,0	
Total	82,5	48%	88,5	52%

III.4. Compte Personnel de Formation

Le Droit individuel à la Formation a été remplacé par le Compte Personnel de Formation au 1er janvier 2015, celui-ci est géré désormais par la Caisse des dépôts et consignations.

III.5. Société consolidante

Crédit Mutuel Factoring est consolidée dans les livres du CIC, société anonyme à conseil d'administration au capital de 611 858 064 euros, dont le siège social est situé au 6 avenue de Provence à Paris (75009), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 542 016 381, par la méthode de l'intégration globale à 100%.

III.6. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

III.7. Information réglementaire par Etat ou territoire – Article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, la Société n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative, ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les annexes aux comptes consolidés du CIC.

III.8. Affectation du résultat

Constatant que :	
Le bénéfice de l'exercice 2024 de	33.785.231,47 €
augmenté des "Autres réserves disponibles" 2023 de	178.500.000,00 €
augmenté du report à nouveau 2023 de	344.609,93 €
forme un bénéfice distribuable de	212.629.841,40 €
nous vous proposons l'affectation suivante :	
décide de répartir ce montant ainsi qu'il suit :	
au poste « Autres réserves disponibles »	212.600.000,00 €
affectation du solde au compte « report à nouveau » :	29.841,40 €
Total	212.629.841,40 €

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale
CREDIT MUTUEL FACTORING
TOUR D2
17 bis Place des Reflets
92988 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société CREDIT MUTUEL FACTORING relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie
« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821 -53 et R.821 -180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.
Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit

Risque identifié	Notre réponse
Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle. Crédit Mutuel Factoring comptabilise au titre du risque de crédit de son portefeuille clients, des dépréciations individuelles sur les créances douteuses et contentieuses. Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement. Elles sont déterminées individuellement en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Compte tenu de l’activité exercée par Crédit Mutuel Factoring, nous considérons que l’évaluation de ces dépréciations sur les créances douteuses et contentieuses constitue un point clé de l’audit. Au 31 décembre 2024, les dépréciations des créances douteuses s’élèvent à 39,1 M€ pour un encours total douteux et contentieux de 238,9 M€ (Note II.1.1. de l’annexe aux comptes annuels)	Nous avons évalué l’efficacité des procédures et des contrôles jugés clés réalisés par Crédit Mutuel Factoring dans le contexte macroéconomique en réalisant des tests sur : <ul style="list-style-type: none">• le déclassement des créances en douteux ;• les procédures de confirmation réalisées par la société sur les créances acquises. En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes : <ul style="list-style-type: none">• examiné les différents indicateurs de risques préparés par la société et les procédures d’alertes qui en découlent, le cas échéant ;• examiné les critères retenus pour déterminer si une créance est douteuse à l’aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit de Crédit Mutuel Factoring et de notre connaissance des pratiques du secteur du financement spécialisé ;• réalisé des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;• analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers déclassés en prenant en compte, le cas échéant, l’impact du contexte macro- économique sur ces flux ou les garanties spécifiques et apprécié le taux de provisionnement retenu ;• mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.
La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CREDIT MUTUEL FACTORING par votre assemblée générale du 24 mai 2016 pour le cabinet KPMG S.A. et du 23 décembre 1998 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la vingt-septième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Paris-La Défense, le 7 avril 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Laurent TAVERNIER

KPMG SA
Sophie SOTIL FORGUES

V. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.